

Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires : l'échec des projets en Afrique noire

Yao Assogba

Volume 37, Number 100, 1993

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/022321ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/022321ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Assogba, Y. (1993). Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires : l'échec des projets en Afrique noire. *Cahiers de géographie du Québec*, 37(100), 49–66. <https://doi.org/10.7202/022321ar>

Article abstract

Francophone Africa's experience with development projects included a large number of complete or partial failures. These failures have generally been seen and interpreted by theoreticians and practitioners of the holistic, determinist paradigm of development as manifestations of African "résistance to change" or "attachment to age-old traditions". However, the application of the paradigm of perverse effects, or particular type of the Weberian interactionist paradigm to the study of development projects chosen for their exemplary qualities show that the project findings must be interpreted and understood as the outcome of the behaviours of social forces within a specific social context. In term of practical use, the study suggest that the interactionist approach to the process of implementing development projects in Africa could reduce the number of failures or perverse effects.

Entre la rationalité des intervenants et la rationalité des populations bénéficiaires: l'échec des projets en Afrique noire

Yao Assogba

Département des sciences humaines

Université du Québec à Hull

C. P. 1260, succ. B

Hull (Québec), J8X 3X7

Résumé

Nombreux sont les projets de développement en Afrique noire francophone qui ont connu des échecs partiels ou totaux. Ces échecs ont été généralement vus et interprétés, par les théoriciens et les praticiens du développement à paradigme holistique et déterministe, comme les manifestations de la «résistance au changement» ou de «l'attachement aux traditions séculaires» des populations africaines. Mais l'application du paradigme des effets pervers, un type particulier du paradigme interactionniste de type weberien, à l'étude des projets de développement choisis pour leurs valeurs exemplaires montre que les résultats des projets doivent plutôt être compris et expliqués comme la résultante des comportements d'acteurs sociaux intentionnels situés dans un contexte social donné. En terme d'utilité pratique, l'étude suggère qu'une approche interactionniste du processus d'implantation des projets de développement en Afrique pourrait certes réduire le nombre d'échecs ou d'effets pervers.

Mots-clés: *Projet de développement, paradigme déterministe, paradigme interactionniste, rationalité des auteurs, intentionnalité des auteurs, population africaine, Afrique, effets pervers*

Abstract:

Rationale of the Decision Makers and Rationale of the Beneficiaries: The Failure of Developmental Projects in Black Africa

Francophone Africa's experience with development projects included a large number of complete or partial failures. These failures have generally been seen and interpreted by theoreticians and practitioners of the holistic, determinist paradigm of development as manifestations of African "resistance to change" or "attachment to age-old traditions". However, the application of the paradigm of perverse effects, or particular type of the Weberian interactionist paradigm to the study of development projects chosen for their exemplary qualities show that the project findings must be interpreted and understood as the outcome of the behaviours of social forces within a specific social context. In term of practical use, the study suggest that the interactionist approach to the process of implementing development projects in Africa could reduce the number of failures or perverse effects.

Key Words: *Development projects, determinist paradigm, interactionist paradigm, behaviours of social forces within a specific social context, African population, perverse effects*

INTRODUCTION

Nombreux sont les projets de développement en Afrique noire qui ont connu des échecs partiels ou totaux. Ces échecs ont été généralement vus et interprétés, par les théoriciens et les praticiens du développement à paradigme holistique et déterministe, comme les manifestations de la «résistance au changement» ou de «l'attachement aux traditions séculaires» des populations africaines. Le présent article montre cependant que l'application du paradigme des effets pervers, un type particulier du paradigme interactionniste de type wébérien, à l'étude des projets de développement choisis pour leurs valeurs exemplaires permet de dire que les résultats de ces projets doivent plutôt être compris et expliqués comme la résultante des comportements d'acteurs sociaux intentionnels situés dans un contexte social donné.

L'article comprend quatre parties. La première présente la problématique de l'analyse sociologique du changement social en général et du développement en particulier. La deuxième partie fait un rappel du cadre d'analyse interactionniste adapté à l'étude de *l'homo sociologicus* africain, notamment le paysan africain. La troisième partie décrit la méthodologie de l'étude et la quatrième partie présente l'analyse interactionniste d'un corpus de projets retenus pour leur valeur paradigmatique. En conclusion, nous montrons comment il serait possible d'appliquer, dans le processus d'implantation des projets de développement en milieu rural africain, les énoncés théoriques du paradigme des effets pervers, afin de réduire les risques d'échecs, très nombreux hélas, de ces projets.

PROBLÉMATIQUE DE L'ANALYSE DU CHANGEMENT SOCIAL ET DE L'INTERPRÉTATION DES COMPORTEMENTS SOCIAUX EN AFRIQUE NOIRE

Voici trois décennies que le développement des pays de l'Afrique noire en général et de ceux de l'Afrique francophone en particulier est conçu et pratiqué par «l'aide par projet». Une littérature abondante existe aujourd'hui sur le sujet qui met clairement en évidence les résultats limités voire les échecs auxquels a conduit, notamment dans les régions rurales, ce mode d'intervention. Les théories du changement social, au sens large du terme¹, fortement influencées par le paradigme holistique et déterministe dominant dans les sciences sociales entre les années 1950 et le début des années 1980, ont attribué les échecs des projets (c'est-à-dire le refus ou l'acceptation partielle des innovations par les populations rurales) à l'influence «causale» des valeurs et des structures traditionnelles.

Ces «résistances» au changement témoigneraient, d'après ces théories, des attitudes et comportements irrationnels de la paysannerie en général, comportements qui seraient eux-mêmes dus à la soumission aux traditions séculaires (Boudon, 1988). Voilà, grosso modo, les orientations générales des théories issues du paradigme holistique et déterministe. À titre d'exemples, on peut citer, entre autres représentants classiques de ce courant, Mead (1953), Lerner

(1958) et Rostow (1963). L'ethnologie et la sociologie africanistes ont évolué à l'intérieur du même paradigme. Malgré les travaux d'un courant de l'anthropologie, qui a remis en question et fait des critiques du modèle évolutionniste (Balandier, 1974, 1971; Meillassoux, 1977), force est de reconnaître que de manière générale les sciences sociales africanistes dominantes ont conservé les mêmes références — que les théories évolutionnistes du XIX^e siècle — idéologiques et les mêmes orientations théoriques pour aborder les questions du sous-développement ou du développement de l'Afrique noire indépendante².

Ainsi l'image des sociétés tribales africaines caractérisées par des symboles et des croyances magico-religieuses, qui guideraient les comportements quotidiens, développée par l'ethnologie pendant l'époque coloniale, a été reprise puis considérée par des chercheurs comme un sérieux obstacle aux changements sociaux voulus par les intervenants ou les agents du développement (experts nationaux et internationaux, volontaires des ONG, coopérants).

Résumant les attitudes les plus répandues chez «ces développeurs» face au bilan plutôt négatif des projets d'intervention dans les sociétés rurales d'Afrique noire, deux chercheurs de l'ORSTOM écrivent:

«La principale [attitude] consiste à reporter l'échec ou la faible réussite des opérations sur les «développés», c'est-à-dire à considérer que les paysanneries ou les sociétés rurales africaines offrent des résistances, des obstacles au progrès, qu'elles sont encore largement tributaires de réalités traditionnelles, archaïques, peu capables d'innover et d'adopter des comportements économiques rationnels» (Dozon et Pontie, 1985, pp. 67-68).

Mais au cours des 10 dernières années, ces explications ont été sérieusement remises en question par certains chercheurs. Le début des années 1980 a été ainsi caractérisé, dans le domaine des sciences sociales en général et des sciences sociales africanistes plus particulièrement, par l'émergence d'un nouveau paradigme, le paradigme interactionniste (Boudon, 1984a et 1984b; Mendras et Forsé, 1983; Berger, 1978; Boiral *et al.*, 1985). Ce paradigme propose des explications plus satisfaisantes des faits socio-historiques, qui résultent des rapports dynamiques que les populations bénéficiaires entretiennent avec les projets dans un contexte social daté et situé. En fait, lorsqu'on considère le bilan heuristique des théories holistiques et déterministes, on constate, que dans la plupart des cas, elles ont laissé une impression d'échec.

Les propositions générales qu'elles ont avancées ont été largement remises en question ou nuancées par des études sociologiques inspirées par le paradigme des effets pervers, un cas particulier du paradigme interactionniste de type wébérien (Boudon, 1984a, p. 9). Ce dernier postule qu'une authentique sociologie du développement s'inscrit d'emblée dans la tradition de la sociologie de l'action. Dès lors, le changement social au sens large, en tant que fait social, doit être analysé comme la résultante d'un ensemble d'actions individuelles. L'analyse interactionniste consiste alors à «repérer la logique du changement dans des systèmes d'interaction de dimension suffisamment restreinte pour être

interprétable à l'aide des outils dont dispose aujourd'hui le sociologue» (Mendras et Forsé, 1983, p. 140).

L'étude classique de Scarlett Epstein (1962) sur les effets de l'irrigation en Inde du Sud et celle sur une expérience de contrôle des naissances dans des villages du Pendjab en Inde (Berger, 1978) sont, entre autres, les études qui ont montré la pertinence d'une approche interactionniste des phénomènes sociaux relatifs aux projets de développement implantés dans certaines sociétés du tiers monde. Nous présentons brièvement dans la section suivante le modèle analytique du paradigme des effets pervers.

CADRE ANALYTIQUE DU PARADIGME DES EFFETS PERVERS

RAPPEL DU CADRE D'ANALYSE

Le paradigme des effets pervers implique le principe de la rationalité limitée ou de l'intentionnalité de l'acteur. Admettre que le sujet sociologique est rationnel revient tout simplement à mettre en évidence, étant donné le passé, les ressources et l'environnement de l'*homo sociologicus* et les «bonnes raisons» qui l'ont poussé à adopter tel comportement, telle attitude ou telle croyance. Ce comportement ou cette attitude est alors compréhensible, puisque l'observateur a réussi à cerner les motivations à agir de l'acteur dans sa situation.

Mais pour rendre compréhensible le comportement de l'acteur social, l'analyse sociologique de type interactionniste doit descendre jusqu'à cet acteur. Le principe de la rationalité de l'acteur est donc intimement lié à un autre principe, soit celui de l'individualisme méthodologique. Il s'agit d'un principe selon lequel le sociologue doit considérer les acteurs individuels situés dans un système d'interaction comme les «atomes logiques de son analyse». La méthode d'analyse du phénomène social observé consiste alors à en faire une conséquence de la logique du comportement des individus impliqués dans ce phénomène.

L'individualisme méthodologique suppose une démarche compréhensible qui implique, elle-même, deux conséquences d'ordre méthodologique. La première c'est que le chercheur doit toujours faire l'effort de «se doter de moyens d'information suffisants pour analyser les motivations qui ont inspiré l'action» (Boudon, 1984a, p. 41). Cet effort est possible quelle que soit la distance culturelle entre l'observateur et l'acteur, car, disposant d'informations suffisantes, le premier peut en principe comprendre le second. La deuxième conséquence, c'est la nécessité pour le chercheur de rompre avec ses prénotions: «le caractère compréhensible de l'action n'implique pas qu'on ne doive pas, avant d'interpréter telle ou telle action, prendre des précautions dont tout scientifique s'entoure lorsqu'il cherche à expliquer un fait quelconque» (Boudon, 1979, p. 251).

Cet énoncé est d'autant plus important que l'action constitue une catégorie particulière de faits et que la compréhension de l'action du sujet sociologique implique en réalité, de la part de l'observateur, un jugement empathique du type «à la place d'untel, j'aurais peut-être agi de la même façon». La logique dont il postule l'existence dans la démarche interprétative doit, bien entendu, toujours être compatible avec les données observables.

LE PRINCIPE DE LA RATIONALITÉ DE L'ACTEUR ET L'*HOMO AFRICANICUS*

Le principe de la rationalité de l'acteur est de plus en plus utilisé de nos jours pour expliquer les problèmes du développement dans les sociétés rurales africaines. Un courant important des sciences sociales africanistes ne perçoit plus les comportements ou les attitudes des paysannes africaines face aux projets de développement rural comme irrationnels, mais admet que ces dernières agissent selon des logiques qui leur sont propres. Pour expliquer l'échec ou la réussite des projets de développement, ce courant africaniste cherche à découvrir les rationalités des populations bénéficiaires. Aujourd'hui on considère comme acquis «le fait que les sociétés rurales africaines sont traversées de logiques diverses, et que c'est au confluent de leurs interactions qu'il faut se situer pour comprendre les stratégies sociales individuelles ou collectives» (Olivier de Sardan, 1985, p. 38).

L'anthropologie économique africaniste a découvert dans les campagnes africaines des logiques économiques. Toutefois l'*homo oeconomicus* «africain» ne correspondrait pas au modèle de l'*homo oeconomicus* des théories néo-libérales. Dans le contexte des sociétés rurales africaines, la dimension sociale et la dimension économique des relations humaines sont très liées. C'est en toute connaissance de cause que l'Africain fait le plus souvent un «choix de préférence du social», selon l'expression de l'économiste française Marie-Christine Guéneau. Et celle-ci précise: «Si un paysan fait primer la rationalité économique, il perdra les services rendus par ailleurs par la société; par exemple, à la saison des cultures, il n'aura personne dans son champ» (Guéneau, 1986, p. 25). Plus loin, l'auteure ajoute:

«Le producteur africain se rend parfaitement compte que ses préférences sociales n'obéissent pas à la rationalité économique, mais c'est volontairement qu'il les effectue selon sa propre logique, en conformité avec son échelle de valeurs» (*id.*, p. 26).

Le paysan africain possède une rationalité propre, faisant de lui «une espèce d'*homo oeconomicus* qui base ses actes sur des choix sociaux». On le nommerait un *homo socialis*. Mais le social dans les sociétés africaines est multiforme. C'est pourquoi le chercheur qui travaille sur ce terrain doit essayer de trouver non pas une rationalité ou une logique, mais une multi-rationalité ou une multi-logique des paysannes africaines. Les logiques sociales, les logiques économiques peuvent renvoyer à des stratégies lignagères, à des systèmes de valeurs régissant les modes d'existence de réseaux de sociabilité ou les modes de reconnaissance sociale.

MÉTHODOLOGIE

Des études, soit effectuées par nous-mêmes, soit empruntées à des enquêtes ethnologiques ou sociologiques faites par d'autres chercheurs africanistes, constituent l'essentiel des données empiriques du présent texte. Dans le dernier cas, nous avons fait une synthèse de quelques rapports de recherches effectuées sur des projets de développement rural en Afrique noire francophone au cours des 20 dernières années. Ces études, malgré leurs caractères hétéroclites quant à leurs buts et méthodes, présentent cependant certaines régularités dans leur perspective paradigmatique et dans leurs conclusions. En effet, en appliquant la méthode des «paraboles sociologiques»³ à ces différentes recherches, nous avons découvert implicitement ou explicitement que leurs auteurs ont étudié les projets de développement rural selon la théorie de la rationalité des acteurs et la méthodologie de type individualiste. Qu'il s'agisse de l'étude de Claudette Savonnet-Guyot (1985) sur le projet de pompe à eau dans un village en Côte d'Ivoire, des expériences rapportées dans les Actes du Colloque «Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres» ou des études des sociologues de l'ORSTOM et d'autres que nous avons retenues ici, toutes ont ces régularités. C'est du reste le critère qui a guidé le choix des projets du «corpus».

La méthode des «paraboles sociologiques», telle que définie par Mendras et Forsé (1983), fait partie de la famille du paradigme interactionniste de type wébérien. Elle consiste à raconter des histoires exemplaires dont on cherche à tirer une «morale». Dans le cas présent, nous avons analysé les études sociologiques sur les projets de développement de manière à mettre en évidence le cadre théorique et méthodologique suivant lesquels elles ont été conduites. En outre, nous décrivons chaque projet de développement de manière à en dégager la régularité et la valeur exemplaire.

ANALYSE INTERACTIONNISTE DES ÉCHECS DE QUELQUES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

PROJET D'HYDRAULIQUE VILLAGEOISE (PHV)

Le manque d'eau ou sa disponibilité en quantité et en qualité suffisantes, son utilisation dans des conditions hygiéniques adéquates et sa gestion constituent de sérieux problèmes dans les campagnes africaines. C'est sans doute pourquoi les États africains et les organismes de développement et de coopération internationale ont accordé depuis les indépendances africaines, une priorité au secteur de l'hydraulique villageoise (Conac *et al.*, 1985).

Mais force est de reconnaître que les efforts humains, financiers et techniques consentis n'ont généralement pas donné les effets escomptés. La plupart des PHV réalisés, notamment en Afrique noire francophone, se sont soldés par des échecs évidents: panne des pompes à eau, abandon des sources d'eau potable par les

populations rurales et retour aux sources d'eau infectée, perpétuation de la corvée d'eau par les femmes. Bref, bon nombre des PHV ont échoué.

«Mais lorsque l'on sait qu'en Afrique 70% des pompes à eau ne fonctionnent pas et que des millions de villageois se sont retrouvés plus seuls, plus démunis qu'auparavant après le départ des promoteurs, on ne peut que déplorer, dans le cas des ONG également, l'absence d'autocritique» (Braeckman, 1987, p. 7).

Il faut trouver une explication de ces échecs. L'explication qui a été le plus souvent avancée par les «développeurs» (théoriciens et praticiens) est celle du comportement «irrationnel» de la paysannerie africaine. Cette dernière «résisterait au changement», si attachée soit-elle aux valeurs traditionnelles. Mais une analyse de type interactionniste montre que, si comportement irrationnel il y a, c'est sans doute du point de vue des «développeurs» — par «sociocentrisme» — et non du côté des «développés». Ces derniers ont de bonnes raisons de «refuser» l'innovation qui leur est proposée. Nous vous présentons quelques cas typés.

PHV à Saye⁴

En 1975, Saye, petit village de la préfecture de Nouna au nord-est de la Côte d'Ivoire, bénéficie d'un puits équipé d'une pompe manuelle. Cette innovation technologique, qui se situe dans le cadre de la politique nationale d'hydraulique villageoise⁵, vise à approvisionner la population en eau potable et à soulager les femmes de la corvée d'eau, tenues qu'elles étaient de parcourir quotidiennement des kilomètres entre le marigot et le village. Savonnet-Guyot, politicologue et maître de conférences à l'Université de Paris VIII, a effectué deux enquêtes, la première en 1979 et la seconde en 1985, sur le PHV de Saye.

Lors de l'enquête initiale, elle a constaté non seulement que la pompe était hors d'usage, mais également que les villageois se sont bien gardés de demander l'intervention de la Société des eaux de la Côte d'Ivoire pour sa remise en état de fonctionnement. Mais paradoxalement ce sont les femmes qui n'ont pas été heureuses de l'installation du puits dans le village et qui ont, en outre, apprécié sa panne. Comment expliquer en particulier le comportement des femmes qui devraient normalement être les premières intéressées et satisfaites de ce progrès technologique? Comportement peut-être irrationnel pour l'observateur «holistique et déterministe»! Mais rationnel pour l'observateur qui adopte le principe de la rationalité et celui de l'individualisme méthodologique pour comprendre, au sens wébérien du terme, l'acteur social — ici les femmes — dans sa situation. C'est la dernière démarche qu'a suivie la politicologue dans son investigation scientifique.

D'abord informée par le chef du village que les femmes ont été les premières mécontentes du puits, Savonnet-Guyot a mis en doute cette information provenant d'un «parti-pris masculin, peu sensible à la peine des femmes» et a décidé d'interroger directement les concernées. Ces dernières ont confirmé la

déclaration du chef. La «bonne raison» des réticences des femmes face au puits est la suivante:

«Ce puits, qui était placé au centre du village, à la vue de tous, les privait de ces précieux instants de liberté où, loin des regards des hommes, elles pouvaient se retrouver entre elles, procéder à leur toilette, rire et plaisanter sans contrainte, les maris étant, bien sûr, les sujets favoris de ces plaisanteries» (Savonnet-Guyot, 1985a, p. 200).

Et l'auteure de l'enquête conclut:

«Au fond, je l'ai compris ce jour-là, la pénible corvée d'eau avait sa compensation: le marigot était le lieu où pouvait se constituer, à bonne distance du village et de ses conflits latents, une contre-société féminine libérée des regards masculins» (Savonnet-Guyot, 1985a, p. 201).

Lorsqu'une panne mécanique survint, les femmes se gardèrent bien de la signaler pour réparation. Toutes heureuses sans doute, elles reprirent le chemin du marigot. *Homo socialis*, pour reprendre le concept de Guéneau, les femmes du Saye ont ainsi jugé que le bénéfice technologique (l'accès direct à l'eau) est trop élevé. Par ailleurs, le bénéfice social, culturel et psychologique du marigot est plus grand par rapport à son coût technologique (source d'eau traditionnelle impliquant beaucoup d'efforts humains par la distance à parcourir à pied). Mais les «intervenants» ont raisonné suivant la bonne logique du progrès technique en ignorant le contexte socio-culturel. Et le progrès pour l'esprit des intervenants nationaux ou internationaux, n'est-ce pas, entre autres, «de réduire, avec la distance, le temps de travail féminin et sa pénibilité»?

Des enquêtes préalables n'auraient-elles pas permis de découvrir que les villageoises du Saye auraient volontiers accepté le puits à condition qu'il fût à quelque distance du village? L'enquêteur constata en 1985, lors d'une seconde mission, qu'un deuxième puits creusé, pour des raisons plus techniques encore que sociologiques (car aucune enquête préalable n'aurait été faite auprès des villageois avant le forage) à mi-chemin entre le village koulango de Saye et le proche village lobi de Tonkadoua, a été très bien accueilli par les villageois et surtout les villageoises.

«Alors que le premier puits n'a jamais été remis en état de marche, les femmes vont sans problème puiser l'eau au second forage, pourtant beaucoup plus distant des habitations. Mais c'est précisément cet éloignement et le fait que le puits se trouve «en brousse» qui le rend attractif aux yeux des femmes» (Savonnet-Guyot, 1985b, p. 349).

Et les populations des deux villages auraient déclaré qu'elles seraient prêtes, en cas de panne, à cotiser pour réparer le second puits. L'exemple de Saye n'est pas unique en Afrique noire francophone. Il nous a été donné d'observer la même chose au Cameroun, lors d'une mission d'enquête pour le compte de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en 1984⁶.

Installation d'un puits dans une communauté du Sahel⁷

Confrontés à la mortalité infantile due en particulier à des conditions insalubres et à l'eau polluée du marigot, les habitants d'un village situé à proximité des frontières du Niger et du Mali ont voulu forer un puits dans leur village. Un groupe d'experts en développement leur proposent toutes sortes de systèmes: pompe mécanique, noria et kelib. Les villageois ont succombé au début à la séduction de la modernité: une pompe motorisée, quoi de mieux! Mais ils ne tardent pas à faire le calcul coût/risque/bénéfice anticipé pour se rendre compte que le moteur est plus risqué économiquement, politiquement et socialement.

D'abord, il y a la question des coûts du moteur et de l'essence. Ensuite, il y a la peur de se voir chasser de leurs terres, par le gouvernement, une fois que l'eau les aurait rendues fertiles. Les villageois optent donc en dernière analyse pour le kelib, un système d'adduction simple: une corde tirée par un âne, ayant une poutre au bout, qui va et vient entre le fond du puits et la surface. Les experts, mus par la logique purement technique, ont été surpris du choix. Pourquoi pas la noria, qui débite beaucoup plus que le kelib⁸? La réponse du chef du village est très éloquente en ce qu'elle met en évidence le comportement logique d'un *homo oeconomicus* et d'un *homo socialis*.

«Nous aurions trop d'eau avec la noria. Cela se saurait et tous nos voisins viendraient avec leurs troupeaux qui ne se contenteraient pas de boire mais mangeraient aussi le peu de pâturages qui nous restent; nous ne pourrions pas, pour des raisons d'hospitalité et parce que nous sommes de bons musulmans, les empêcher d'accéder au puits et de boire. Mais nous serions rapidement ruinés. Comme nous ne voulons pas abandonner nos coutumes d'hospitalité, ni nous ruiner, nous préférons prendre le kelib» (Khallouf et Pacaut, 1982, pp. 18-19).

Il s'agit donc d'un choix rationnel fondé sur une logique sociale et économique, et non pas d'un choix «irrationnel» dû à un attachement aveugle aux traditions.

PROJETS D'AGRICULTURE ET D'ÉLEVAGE RELIÉS À L'EAU

Les projets d'irrigation agricole ou des micro-projets communautaires associés à l'hydraulique villageoise occupent également une place non moins importante dans les programmes de développement rural en Afrique noire francophone. Leur bilan est également peu reluisant.

Micro-projets sanitaires d'hydraulique villageoise du CUSO au Togo⁹

Un projet d'hydraulique villageoise (PHV), résultant de la coopération entre le Canada et le Togo et se situant dans le cadre la «Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement» (DIEPA, 1980-1990), a été mis en oeuvre à

partir de 1984 dans la région maritime du Togo. Ce PHV, dont la maîtrise d'oeuvre est assumée par le Canadian University Services Overseas (CUSO), vise l'approvisionnement en eau potable et l'amélioration des pratiques d'hygiène des populations rurales de deux préfectures, le Zio et le Yoto. Suivant l'approche préconisée par la DIEPA, le CUSO a associé la participation communautaire aux aspects techniques de l'hydraulique villageoise.

C'est ainsi qu'autour du projet des pompes, des micro-projets sanitaires (construction de latrines et d'enclos) et des micro-projets agricoles (champs collectifs dont les revenus devraient servir à l'entretien et à la maintenance des pompes) ont été réalisés. Ces activités n'ont pas toujours donné les effets escomptés. Qu'il suffise de donner un exemple. La divagation des animaux a été identifiée comme un problème sanitaire à résoudre dans les villages du Zio et du Yoto touchés par le PHV-CUSO. En effet, dans ces localités, les animaux sont traditionnellement laissés libres dans la nature, se nourrissent seuls, dorment dehors et polluent les maisons. On propose aux villageois la construction d'enclos pour abriter les bêtes. Ils ont adhéré à l'idée après y avoir été sensibilisés. Mais quelques mois plus tard, la plupart d'entre eux ont abandonné les enclos pour revenir à la méthode traditionnelle d'élevage.

Les intervenants du CUSO et les animateurs ruraux togolais ont vu les comportements des éleveurs comme une forme de résistance au changement et un attachement aux traditions. Mais en interviewant les villageois, nous avons compris «la bonne raison» de leurs gestes: ils ont abandonné la pratique des enclos, parce que leurs animaux maigrissaient ou mouraient. Pourquoi? Parce que les villageois oubliaient souvent de les nourrir. Mettre les animaux dans des enclos et en prendre soin de façon régulière ne faisait pas partie des pratiques séculaires d'élevage des gens du Zio et du Yoto.

Les agents du projet n'ont pas essayé de s'inspirer des pratiques pastorales et agricoles traditionnelles pour promouvoir les micro-réalisations comme l'élevage par exemple¹⁰. C'est suite à notre enquête que les intervenants du CUSO et du Togo ont compris que l'échec des enclos n'est pas une résistance au changement, mais bien un comportement rationnel de gens adaptés à leur contexte socio-économique (Assogba, 1989).

En effet, l'agriculture et l'élevage sont séparés dans le Zio et le Yoto, et l'un est secondaire par rapport à l'autre. Traditionnellement, le paysan passe toute la journée au champ, pendant que les animaux se nourrissent librement dans la nature. On lui propose un nouveau mode d'élevage (l'enclos), qui exige une disponibilité de temps et des pratiques nouvelles. Le paysan rentre fatigué des travaux champêtres, oublie de prendre soin des animaux enfermés et ceux-ci meurent. Pour ne pas perdre son petit troupeau de cochons ou de moutons, le paysan abandonne les enclos et retourne aux pratiques traditionnelles ou adopte une autre solution, à savoir attacher les animaux autour d'un arbre dans la cour familiale de façon à ne pas oublier de les nourrir.

Une étude préalable des pratiques agro-pastorales des habitants du Zio et du Yoto n'aurait-elle pas permis aux agents du projet de penser former des jeunes gens qui se spécialiseraient dans l'élevage en enclos? Une telle formation précéderait de quelque temps la réalisation du micro-projet sanitaire. Les risques d'échecs seraient sans doute minimisés ou du moins les intervenants auraient eu le mérite d'avoir tenté d'étudier et de comprendre les logiques et les pratiques pastorales des populations bénéficiaires. Mais tel ne fut pas le cas.

Un projet pilote de riziculture dans la région de Gagnoa en Côte d'Ivoire¹¹

Au début des années 1970, la Côte d'Ivoire s'engage dans une politique d'agriculture visant la satisfaction des besoins nationaux en produits vivriers, notamment le riz. En 1971, les autorités ivoiriennes créent donc une nouvelle société nationale de développement sectoriel: la SODERIZ. Sa tâche est de satisfaire rapidement les besoins du pays et, à long terme, d'exporter du riz vers les pays limitrophes. La solution technique adoptée est la riziculture irriguée. Cette innovation agricole rompt radicalement avec l'ancienne pratique de production du riz pluvial et suppose par ailleurs l'émergence d'un nouveau type de producteur, soit le riziculteur.

SODERIZ met en oeuvre les stratégies pour instaurer de nouveaux rapports sociaux de production qui correspondent à la riziculture irriguée: nationalisation des bas-fonds, recrutement de riziculteurs sur la base du volontariat, promotion du petit paysannat par la remise d'un hectare de terre à chaque volontaire, signature de contrats respectant les normes de production et de vente des récoltes à la SODERIZ, congédiement en cas de non-respect du contrat, remplacement par de nouveaux volontaires, etc.

L'opération de riziculture irriguée, qui s'est déroulée entre 1971 et 1977, a obéi à une pure logique technique et n'a aucunement tenu compte de la réalité socio-économique de la région de Gagnoa. La conséquence, c'est que cette intervention définie a priori «n'a pas résisté à la trame et à la dynamique des rapports sociaux de cette région, à la force des contradictions et des enjeux locaux» (Dozon, 1985, p. 135).

L'expérience s'est soldée par un échec. Dozon explique cet échec par l'affrontement de deux logiques. D'un côté, les «développeurs» (SODERIZ), qui ont vu dans les premiers succès du volontariat une preuve vivante du bien-fondé de l'innovation agricole choisie. De l'autre, les «développés» (paysans), qui adoptent des comportements et des pratiques qui ne correspondent pas aux normes socio-économiques requises par le développement de la riziculture irriguée. En fait, agissant selon une logique adaptée à leurs réalités sociales et économiques, les autochtones et les allochtones de la région ont détourné le projet de ses principaux objectifs. Tous se sont portés volontaires pour devenir, de façon manifeste, des riziculteurs. Mais, de façon latente, le volontariat ne signifie pas la même chose pour les autochtones et les allochtones. Chez les Bétés, le volontariat obéit à une

double logique: la logique de la réappropriation de l'espace, dont ils ont été dépossédés par la SODERIZ, et la logique d'une opposition au volontariat concurrent des allochtones, qui trouvent dans le projet de la SODERIZ une opportunité fort intéressante d'accéder à la terre.

Tout se passe donc comme si le volontariat des Bétés cherchait par sa logique à adapter l'intervention de SODERIZ à l'économie de plantation locale, puis à obliger les allochtones qui travaillent sur les bas-fonds rizicoles à reproduire les rapports sociaux propres à cette économie. On est en présence de l'*homo oeconomicus* dont la rationalité s'inscrit dans le système socio-économique local.

Chez les allochtones, le comportement n'est guère différent. Ainsi le volontariat de ceux-ci, à l'instar de celui des autochtones (Bétés), cache des pratiques sociales peu conformes à l'esprit et à la lettre des modalités prévues par la SODERIZ. En effet, sur les bas-fonds on a vu se constituer une couche de volontaires «absentéistes» et «cumulateurs», qui sont loin d'être le petit paysannat imagé par les «développeurs». Il s'agit en réalité des citoyens de professions libérales ou de salariés, des gros planteurs ou des commerçants locaux, qui ont la capacité d'engager et de fixer une main-d'oeuvre permanente sur les bas-fonds. Par ailleurs, un «système de prête-noms» leur permet d'avoir plusieurs hectares de rizières.

«Ce qui prévaut, donc, ce sont les rapports marchands locaux, les inégalités sociales et les stratégies individuelles. Fondamentalement, de tels volontaires réalisent les virtualités du développement rizicole, en l'occurrence le salariat agricole, et lui donnent une efficacité que le groupement ou la coopérative prévue par la SODERIZ n'aurait sans doute jamais atteint» (Dozon, 1985, p. 140).

Ainsi donc, face au projet de riziculture irriguée, les groupes socio-ethniques en présence ont agi suivant des logiques socio-économiques qui reflètent leurs intérêts dans la région.

UN CAS DE PROJET «RÉUSSI»: LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL À KONI¹²

L'hypothèse de cet article est que les projets de développement qui s'implantent, en prenant en considération les motivations et les intentions des acteurs sociaux concernés, ont, toutes choses égales par ailleurs, plus de chances de succès. Nous entendons par là que, dans de tels cas, la probabilité d'adopter les innovations proposées est très grande chez les populations bénéficiaires. L'exemple des projets de développement dans la région de Koni au Mali constitue un des cas rares, mais qui confirme la pertinence de l'hypothèse. Nous le présentons afin de démontrer justement la pertinence du paradigme interactionniste de type wébérien, d'une part, et de déterminer les raisons ou le type de processus adopté qui ont conduit à la réalisation positive d'un projet de développement, d'autre part.

La région de Koni est peuplée d'environ 20 000 paysans, qui vivent de l'agriculture et de l'élevage. Pour assurer le développement de la région, une communauté de pères français a créé au début des années 1970 une organisation locale appelée Centre familial d'animateurs ruraux (CFAR). Le CFAR a été dirigé tour à tour par des missionnaires français, belges et canadiens (frères du Sacré-Coeur). Ces missionnaires vivent parmi les populations. Ils connaissent bien les valeurs, les coutumes, les pratiques agricoles et pastorales du milieu.

Afin de réaliser le processus de développement régional de Koni, le CFAR s'est assigné les objectifs généraux suivants: assurer la formation agricole de base des jeunes ménages des petits cultivateurs locaux; moderniser l'agriculture et l'élevage de manière appropriée par l'introduction des techniques intermédiaires; assurer la réinsertion socio-économique des cultivateurs stagiaires dans leurs villages d'origine.

Le CFAR et les populations de Koni réalisent ces objectifs à travers différents projets de développement financés par des organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes, hollandaises, belges, françaises et britanniques. Nous ne parlerons ici que d'un projet supporté par l'ONG canadienne «Développement et Paix». De 1973 à 1981, cette dernière a apporté son assistance financière au CFAR pour construire une porcherie et une bouverie, assurer des services vétérinaires au Centre et dispenser la formation agricole aux jeunes ménages paysans de Koni.

De façon générale, le CFAR, considéré comme une ONG locale, est animé par des bénévoles locaux, les stagiaires et des animateurs ruraux maliens, qui sont des salariés.

Ce projet financé par «Développement et Paix» est l'oeuvre du CFAR. En outre il répond adéquatement aux besoins de formation rurale des jeunes agriculteurs et de l'économie de la région de Koni. En effet, l'élevage y occupe une place importante. C'est une activité d'exploitation familiale. La viande de porc est consommée en pays Bobo, c'est-à-dire dans la région couverte par le CFAR. Ce sont les populations qui ont identifié les besoins et élaboré le projet de concert avec le CFAR. Les paysans participent à toutes les étapes de réalisation des projets, et c'est dans ce processus que les jeunes ménages reçoivent leur formation, apprennent de nouvelles techniques d'élevage et d'agriculture, la construction de puits à eau potable et de nouvelles pratiques d'hygiène et de santé.

Les objectifs du projet ont été réalisés dans une large mesure. De 1973 à 1984 (au moment de notre enquête sur le terrain) l'élevage des bovins s'est amélioré: les boeufs ont fourni la force de traction pour le labour; les vaches ont assuré la relève des boeufs de labour. La vente des porcelets dans les villages et des porcs dans la capitale du Mali (Bamako) a assuré l'autofinancement du Centre. Des jeunes paysans ont reçu une formation pour un élevage plus moderne et plus rationnel des porcs et des boeufs. L'introduction de la culture avec attelage de boeufs est une innovation technique dans la région de Koni. De toutes les activités du CFAR financées par «Développement et Paix», seul l'élevage des porcs a été

interrompu pour des raisons de maladie. Les autres activités, c'est-à-dire la formation des stagiaires, l'élevage des bovins, l'agriculture, la santé et la pharmacie villageoise, ont continué normalement.

Durant une dizaine d'années, le projet a bénéficié directement à une trentaine de villages et à environ 200 ménages de petits agriculteurs du pays Bobo, au sud-est du Mali, à la frontière du Burkina Faso. Ces derniers sont choisis selon des critères géographiques, coutumiers et de personnalité. De retour dans leurs localités, après le stage de formation, les stagiaires du CFAR se réinsèrent dans l'économie locale et s'autosuffisent, de manière générale, par l'exploitation plus moderne de leurs fermes. Ils contribuent ainsi au développement de la région. Par ailleurs, les anciens jeunes stagiaires ont eu un effet d'entraînement au sein de la population agricole de Koni, le nombre d'aspirants au stage du CFAR ayant augmenté au cours des ans. Cet effet a même dépassé les frontières de la région, puisqu'après le pays Bobo le CFAR a dû étendre aussi son action en pays Bambara.

Dès sa création, le CFAR a intégré pleinement les femmes de Koni aux projets de développement, ce qui était exceptionnel au début des années 1970. En effet la formation agricole, activité de base du Centre, a toujours été dispensée à l'unité du ménage (époux, épouse et enfants). La philosophie du CFAR, c'est de faire «évoluer» la femme en même temps que son mari. La promotion du couple s'est avérée, d'ailleurs, un facteur de stabilité sociale et d'efficacité du développement local et régional. En plus du programme de formation destiné au ménage, les femmes ont un programme qui leur est spécifique. Elles peuvent par exemple apprendre la couture. D'après les témoignages, les rapports et les observations, nous avons été en mesure de conclure que les conditions socio-économiques des femmes bénéficiaires ont été améliorées de manière significative. En tant qu'ONG locale, le CFAR a joué un rôle déterminant dans le développement social et économique du sud-est malien au cours des années 1970 et 1980. Sa philosophie est de «travailler avec et pour les villageois». Son action, qui s'est étendue à des secteurs aussi variés que la formation, l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé, l'hygiène, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, en a fait une instance de développement local et régional du Mali.

Quant aux succès des projets du CFAR, ils s'expliquent, toutes choses égales par ailleurs, par le fait que le discours et la pratique du développement de cette ONG locale semblent se fonder sur les principes du paradigme interactionniste de type wébérien. En termes concrets, cela signifie grosso modo que les intervenants du CFAR tentent d'inscrire les opérations du développement dans les logiques culturelles, sociales et économiques des populations concernées. Les perceptions, les valeurs et l'univers symbolique de ces dernières sont souvent prises en considération dans ces opérations. Les populations bénéficiaires participent aux différentes étapes de réalisation des projets de développement.

D'ailleurs, l'effet d'entraînement qu'ont eu les anciens stagiaires du CFAR au sein des populations rurales en pays Bobo et Bambara, traduit assez bien l'expression symbolique¹³ du schéma général du paradigme wébérien de l'action. Boudon (1984a) puis Mendras et Forsé (1983) ont défini cette expression à partir de

la synthèse des études empiriques de diffusion des innovations, notamment en agriculture et en médecine.

CONCLUSION

Il ressort de toute l'analyse qui précède deux éléments importants. Le premier, c'est que le cadre théorique et méthodologique du paradigme des effets pervers montre clairement que l'adoption ou le refus de l'innovation résulte le plus souvent de l'agrégation des comportements logiques des acteurs sociaux situés dans un système social donné. Ces acteurs sociaux sont à la fois des *homo sociologicus*, *homo ideologicus* et *homo oeconomicus*, qui agissent de manière à s'adapter à leurs réalités sociales.

Le second élément, c'est qu'en général les conceptions et les pratiques du développement rural en Afrique reposent le plus souvent sur l'ignorance des réalités sociales des régions d'intervention, et surtout sur une méconnaissance des logiques sociales, économiques ou techniques des populations que l'on veut «développer». Bref, on doit retenir des études de cas présentées ici «qu'il n'est de développement que de l'homme et par l'homme». Ces derniers temps les grandes organisations internationales, dont en particulier la Banque Mondiale, reconnaissent explicitement (enfin) ce principe fondamental. De façon précise la Banque Mondiale a pris l'initiative récemment de commanditer une étude afin de comprendre et de tenir compte dans les programmes de développement «les ressorts psychologiques des décisions économiques en Afrique»¹⁴.

Les exemples cités ici montrent l'importance de considérer les motivations et les intentions des acteurs sociaux, afin de maximiser les chances de succès des projets de développement et d'éviter le rejet des innovations. Si, d'une part, ceci est vrai et si, d'autre part, l'on veut un réel développement en Afrique, il serait temps que les spécialistes du développement international s'inscrivent dans le paradigme wébérien de l'action. Bien sûr, l'on sait que des organisations publiques et des organisations non gouvernementales (ONG) s'intéressent de plus en plus aux discours de l'autre développement. Mais le moment semble venu de passer à l'action. Comment?

Une façon de faire serait que des études ethnologiques et sociologiques, préalables à la mise en oeuvre d'un projet de développement, soient effectuées dans les localités ou régions concernées. Ces études doivent être conduites selon les principes du paradigme interactionniste de type wébérien. Elles doivent, préalablement à l'implantation d'un projet de développement, chercher à mettre en évidence les logiques techniques, culturelles, sociales et économiques des populations bénéficiaires du projet. Ensuite, les intervenants doivent se garder de voir dans ces logiques des obstacles au progrès, et y voir au contraire la trame de leur intervention.

NOTES

- 1 Le changement social au sens large englobe les notions de développement et de modernisation.
- 2 Voir l'intéressant article de J.-P. Olivier de Sardan (1985) Sciences sociales africanistes et faits de développement, *In Pierre Boiral et al. Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. Paris, CIFACE - KARTHALA, X, pp. 27-43.
- 3 Voir Henri Mendras et Michel Forsé (1983) *Le changement social. Tendances et paradigmes*. Paris, Armand Colin.
- 4 L'exemple est emprunté à Claudette Savonnet-Guyot (1985) L'hydraulique villageoise. Problèmes de gestion *In Gérard Conac et al. Les politiques de l'eau en Afrique*. Paris, Économica, pp. 347-350. Et *Id.*, Un développement au péril du paysan, *In Ibid.*, pp. 195-204
- 5 Le programme national de PHV a mis en oeuvre grâce à l'effort financier de l'État ivoirien et des bailleurs de fonds tels que la Banque Mondiale, la Caisse Centrale de Coopération Économique, le Fonds Européen de Développement.
- 6 Voir Yao Assogba (1988) Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire: l'exemple des ONG en Afrique. *Revue canadienne d'études du développement*, 9(2): 201-218.
- 7 Exemple tiré des Actes d'un colloque tenu à Paris à l'Institut d'études politiques en 1981, et publiés sous la direction de Jad Khallouf et Pascal Pacaut (1982) *Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres*. Paris, Éditions du Centurion.
- 8 La noria est une chaîne de godets dans un plan vertical, entraînée à l'aide d'un système mécanique rudimentaire, par un âne qui tourne en rond.
- 9 Voir Yao Assogba (1989) Pratiques participatives des ONG en Afrique. Le cas du PHV-CUSO au Togo. *Nouvelles Pratiques Sociales*, 2 (1): 147-164.
- 10 Nous avons observé également un effet pervers dans les micro-réalisations communautaires de la culture du maïs.
- 11 Exemple tiré de Jean-Pierre Dozon (1978) Logiques des développeurs/réalité des développés: bilan d'une expérience de développement rizicole en Côte d'Ivoire. *Monde en développement*, 24, p. 109.
- 12 Exemple tiré de Yao Assogba (1984) Rapport de mission sur le terrain. Afrique francophone (Cameroun et Mali). Hull, Évaluation globale du programme des ONG, Direction de l'évaluation et des politiques, Agence canadienne de développement international, *Miméo*, pp. 1-9.
- 13 L'expression symbolique du paradigme wébérien de l'action s'écrit $M = Mm SM'$. Elle signifie que le phénomène M est une fonction des actions m, lesquelles dépendent de la situation S des acteurs sociaux. Cette situation est elle-même effectuée par des données macrosociales M'. Cette proposition épistémologique est vraie quelle que soit la nature logique de M, c'est-à-dire lorsque M décrit un changement social ou une absence de changement social (Voir Boudon, 1984a, pp. 40-53).
- 14 Mamadou Dia (1991) Développement et valeurs culturelles en Afrique subsaharienne (Il est temps de saisir les ressorts psychologiques des décisions économiques en Afrique), *Finances et Développement*, décembre pp. 10-13. Voir également: Éric Fottorino (1992) Afrique: recoudre le ciel et la terre (Le développement doit concilier les valeurs traditionnelles et la gestion moderne), *Le Monde*, mardi 14 janvier, p. 19. Du même auteur (1992) Les moteurs culturels du développement, *Jeune Afrique économique*, n° 152, février, pp. 8-9.

BIBLIOGRAPHIE

- ASSOGBA, Yao (1988) Le paradigme interactionniste et le processus du développement communautaire: l'exemple des ONG en Afrique. *Revue canadienne d'études du développement*, 9 (2): 201-218.

- ASSOGBA, Yao Pratiques participatives des ONG en Afrique. Le cas du PHV-CUSO au Togo. *Nouvelles pratiques sociales*, 2 (1): 147-164.
- BALANDIER, Georges (1974) *Anthropologiques*. Paris, PUF.
- BALANDIER, Georges (1971) *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique sociale en Afrique centrale*. Paris, PUF.
- BERGER, Peter (1978) *Les mystificateurs du progrès. Vers de nouvelles pyramides du sacrifice du Brésil à la Chine*. Paris, PUF, pp. 200-226.
- BOIRAL, Paul et al. (1985) *Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. Paris, CIFACE-KARTHALA.
- BOUDON, Raymond et BOURRICAUD, François (1986) *Dictionnaire critique de sociologie*. Paris, PUF.
- BOUDON, Raymond (1988) L'acteur social est-il si irrationnel et si conformiste qu'on le dit? *In Individu et justice sociale. Autour de John Raavls*. Paris, Seuil, pp. 219-244.
- BOUDON, Raymond (1984a) *La place du désordre. Critique des théories du changement social*. Paris, PUF.
- BOUDON, Raymond (1984b) L'individualisme méthodologique en sociologie. *Commentaire*, 26 (été): 268-277.
- BOUDON, Raymond (1979) *La logique du social*. Paris, Hachette.
- BRAECKMAN, Colette (1987) Les ONG, nouvelle panacée du sous-développement. *Le Devoir*, 4 février, p. 7.
- CONAC, Gérard et al. (1985) *Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*. Paris, Economica.
- DOZON, Jean-Pierre (1985) Bilan d'une expérience rizicole en Côte d'Ivoire. Logique des développeurs et réalités des développés. *In Paul Boiral et al. Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. Paris, CIFACE-KARTHALA, pp. 131-141.
- DOZON, Jean-Pierre et PONTIE, Guy (1985) Développement, sciences sociales et logiques paysannes en Afrique noire. *In Paul Boiral et al. Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire*. Paris, CIFACE-KARTHALA, pp. 67-80.
- EPSTEIN, Scarlett (1962) *Economic Development and Social Change in South India*. Manchester, Manchester University Press.
- GUÉNEAU, Marie-Christine (1986) *Afrique. Les petits projets de développement sont-ils efficaces?* Paris, L'Harmattan.
- KHALLOUF, Jad et PACAUT, Pascal (1982) *Nouveaux espoirs de développement chez les pauvres. Le développement des pays les moins avancés: bilan et orientation*. Paris, Centurion.
- LERNER, D. (1958) *The Passing of Traditional Society: Modernizing. The Middle East*. Glencoe, Free Press.
- MEILLASSOUX, Claude (1977) *Terrains et théories*. Paris, Anthropos.
- MEAD, Margaret (1953) *Cultural Patterns and Technological Change*. Paris, UNESCO.
- MENDRAS, Henri et FORSÉ, Michel (1983) *Le changement social (tendances et paradigmes)*. Paris, Armand Colin.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (1985) Sciences sociales africanistes et faits de développement. *In Paul Boiral Paysans, experts et chercheurs en Afrique noire. Sciences sociales et développement rural*. Paris, CIFACE-KARTHALA, pp. 27-43.
- ROSTOW, W. W. (1963) *Les étapes de la croissance économique*. Paris, Seuil.
- SAVONNET-GUYOT, Claudette (1985a) Un développement au péril du paysan? *In Gérard Conac et al. Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*. Paris, Economica, pp. 195-204.
- SAVONNET-GUYOT, Claudette (1985b) L'hydraulique villageoise. Problèmes de gestion. *In Gérard Conac et al. Les politiques de l'eau en Afrique. Développement agricole et participation paysanne*. Paris, Economica, pp. 347-350.

(Acceptation définitive en juin 1992)

